



## L'endettement des migrants de retour et l'impact sur la réintégration durable en Guinée

Cette recherche s'inscrit dans le cadre du programme « Sécurité, Support et Solutions le long de la Route de la Méditerranée Centrale » financé par le Royaume-Uni à travers le département du développement international (DFID) dont l'un des objectifs est d'améliorer la compréhension des gouvernements, des agences humanitaires et des organisations nationales sur les tendances migratoires afin notamment de formuler des réponses adaptées. Des études ont été menées dans six pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Mali et Sénégal) de 2018 à 2020 dans le cadre de ce programme.



© Lucas Chandellier /OIM

Cette recherche est structurée autour d'une méthodologie mixte (qualitative et quantitative) qui combine:

- **Entretiens** avec des informateurs clés en contact avec les migrants de retour – 8 entretiens menés
- **Enquêtes individuelles** – 505 migrants de retour enquêtés

### LE PROFIL DES MIGRANTS DE RETOUR ENDETTÉS

95%

SONT DES HOMMES

95%

ONT 34 ANS OU MOINS

28%

NE PERÇOIVENT PAS DE REVENU

21%

SONT CHEFS DE MÉNAGE

59%

DES MIGRANTS DE RETOUR ENQUÊTÉS SE SONT ENDETTÉS.

78%

S'ENDETTENT POUR FINANCER LEUR MIGRATION

39%

S'ENDETTENT APRÈS LEUR RETOUR DE MIGRATION

### INTRODUCTION

Plus de 18 000 migrants ont été assistés dans leur retour par l'OIM Guinée entre janvier 2017 et juillet 2020 à travers le programme d'Aide au Retour Volontaire et à la Réintégration. Or, les rapports sur les profils sociodémographiques des communautés de retour publiés par l'OIM en 2018 ont révélé que le niveau des dettes des migrants de retour a un impact significatif sur les processus de réintégration. La présente étude a permis de:

- Dresser le profil des migrants de retour de migration qui se sont endettés;
- Comprendre par quels mécanismes les migrants de retour ont contracté des dettes, quels acteurs sont impliqués dans le processus, et à quelles étapes de leur voyage le long des routes migratoires;
- D'évaluer l'impact de l'endettement sur le processus de réintégration des migrants de retour guinéens dans leurs communautés d'origine.

« On peut considérer que la **réintégration est durable** lorsque les personnes de retour ont atteint un niveau d'autosuffisance économique, de stabilité sociale dans leur communauté et de bien-être psychosocial qui leur permet de faire face aux facteurs de (ré)migration. Une réintégration durable permet aux migrants de retour de prendre de futures décisions en matière de migration par choix et non par nécessité. » (OIM, 2019)

L'accumulation de dettes dans le contexte de la migration est perçue comme un choix rationnel, à partir duquel le migrant espère avoir un impact positif sur sa propre situation mais aussi sur celle de sa famille et des communautés soutenant le projet de migration.

### LE POIDS DE LA DETTE

Le montant médian de la dette contractée dans le cadre du parcours migratoire est de 5 millions GNF, soit environ 510 USD. En dépit du fait que 67% des migrants de retour effectuent une activité rémunérée, les revenus générés semblent trop faibles pour couvrir les montants des dettes contractées. Par ailleurs, 28% des migrants de retour endettés sont sans emploi et 36% reçoivent une aide financière de la part de leur famille pour subvenir à leurs besoins. Dans ces circonstances, les capacités de remboursement et de réintégration des migrants de retour endettés sont fortement limitées.

### CARACTÉRISER LA DETTE

Les modalités de prêts et de remboursements sont généralement flexibles et établies dans le cadre informel de la famille et des proches. Pour autant, le remboursement revêt un caractère obligatoire. En outre, l'objet de la dette est financier, mais pas uniquement. Dans le contexte socioculturel guinéen, la dette liée au parcours migratoire, qui concerne 46% des répondants, relève de l'obligation en soi de toute espèce d'engagement, du devoir général, celui de rendre un bien emprunté n'en étant qu'un cas particulier. En fait, le migrant est porteur d'une certaine mission qu'il doit accomplir de manière honorifique : celle de réussir sa migration afin de venir en aide à ses proches restés au pays. Ce statut particulier du migrant est renforcé et enjolivé par l'image des bénéfices de la migration véhiculée par les médias et les réseaux sociaux, auxquels les jeunes sont particulièrement réceptifs.

*« La dette crédibilise le migrant s'il la rembourse selon la convenance ou le décrédibilise aux yeux de sa famille, de son voisinage et de sa communauté au cas où il n'honore pas son engagement auprès des tiers. [...] Si la communauté le rejette, ceci va constituer toutes les sources de malheurs et de rejet pour lui au sein de la société. »*

Entretien avec in informateur clé

### L'IMPACT DE LA DETTE

- 73% des migrants de retour endettés estiment que leur dette impacte négativement leur situation économique personnelle.
- 90% des migrants de retour endettés estiment que leur dette les impacte négativement sur le plan social et psychologique.
- 24% des participants ont déclaré avoir été victimes de menaces, d'abus et d'actes de violence pour rembourser une dette.

L'impact de l'échec du projet migratoire a des conséquences sérieuses sur la réintégration sociale, financière et psychosociale du migrant de retour. En effet, lorsque la dette financière s'ajoute à la dette sociale, le lien social entre le migrant de retour, sa famille et sa communauté est durablement détérioré pouvant entraîner spirale d'endettement ou rémigration. Ainsi, 10% des migrants de retour endettés envisagent un nouveau départ en raison des difficultés de remboursement. L'endettement des migrants, et en particulier la dette migratoire, constitue donc un frein sérieux au succès de réintégration des migrants de retour, aussi bien au niveau individuel que familial et communautaire.

Pour les communautés, l'argent mobilisé pour la migration constitue un manque à gagner, en particulier lorsque la dette entraîne la vente des moyens de production et des terres. La décapitalisation et le déstockage paupérise les familles et les communautés sur le long terme. Ce mode d'obtention de liquidités est d'autant plus néfaste qu'un nouveau type de prêteur fait son entrée. Plus qu'à travers des intérêts élevés, c'est grâce à la revente des terres à des entreprises multinationales que ces nouveaux prêteurs réalisent leurs bénéfices. Avec l'augmentation des coûts de la migration irrégulière, ils sont de plus en plus nombreux à faire appel à ces bailleurs de fonds, d'autant que les prêteurs traditionnels sont de plus en plus réticents du fait des risques de ce type de projet migratoire. La perte des terres ainsi mises en gages pour financer les projets migratoires constitue une menace sérieuse pour l'ensemble de la communauté.

### RECOMMANDATIONS

- Soutenir les organisations de la société civile locale dans leur travail de soutien à la réintégration des migrants de retour, que ce soit en termes de moyens financiers, humains ou d'infrastructures.
- Effectuer des campagnes de sensibilisation sur les risques de la migration irrégulière et pour démystifier la migration auprès des jeunes, en mettant l'emphase sur les risques de la dette migratoire en particulier.
- Effectuer des campagnes de sensibilisation quant aux risques de l'endettement et du surendettement, aussi bien au niveau familial que communautaire afin de prévenir le risque de péjoration de la situation économique familiale. Dans ce cadre, l'une des cibles de la campagne devrait être la perte des moyens de production. Les institutions financières devraient également participer à ces campagnes en offrant des voies de financement alternatives en vue d'éviter la migration clandestine et la perte des moyens de production.
- Déployer les moyens nécessaires pour la formation des assistants à la réintégration comme médiateurs dans le désendettement des migrants de retour. Faire un bilan systématique de l'endettement des migrants de retour et offrir un soutien dans le désendettement, notamment à travers des médiations ou des négociations avec les bailleurs de fonds aussi bien sur les montants que sur les délais de paiement. Accompagner ce processus.
- Offrir un soutien psychosocial généralisé aux migrants de retour, mais aussi aux familles qui sont également impactées par le départ inopiné d'un membre de la famille et qui restent sans nouvelles durant plusieurs mois ou semaines.
- Renforcer la lutte contre les réseaux de traite dans la région, en coordination avec les Etats de la CEDEAO.
- Poursuivre les recherches sur les mécanismes de financement des projets migratoire des femmes, sur les parcours empruntés et les modalités de retour.

Accès au rapport complet [ici](#).

Contact en Guinée: [masima@iom.int](mailto:masima@iom.int)

Contact au Bureau Régional : [djusselme@iom.int](mailto:djusselme@iom.int)